

est manifeste même pour l'écolier le moins perspicace. Toutefois, si nous songeons que l'organisme économique et social projeté aura l'appui d'un puissant Conseil de sécurité, autorisé à recourir aux armes s'il le faut pour supprimer toute opposition à l'état de choses résultant des actes de ces soi-disant conseillers économiques, nous ne pouvons manquer de saisir le danger que comporte cette disposition de la charte.

Je serai plus précis. Les premiers fruits de l'organisation internationale proposée sont ce qu'on est convenu d'appeler les propositions de Bretton-Woods visant l'établissement d'une caisse monétaire internationale. Ces propositions ont déjà été dénoncées par la Chambre de commerce de Londres, par l'éminent spécialiste en questions monétaires, Paul Einzig, et par beaucoup d'autres. Les propositions de Bretton-Woods comportent l'imposition du régime discrédité de l'étalon-or à tous les pays, plaçant le régime financier existant dans une position imprenable, soumettant les économies de toutes les nations à un contrôle central rigide par les maîtres de la caisse. En dernière analyse, ceux qui régiront la caisse seront les puissantes banques dominées par l'Allemagne, soit le même groupe qui, je l'espère, sera traduit un jour devant un tribunal pour répondre à l'accusation d'avoir causé la récente guerre tragique, des souffrances et des misères humaines indicibles.

M. PINARD: Qui le traduira devant les tribunaux? Les Nations Unies?

M. LOW: L'honorable député pourrait peut-être nous le dire. J'affirme qu'un organisme comme celui que prévoient les propositions de Bretton-Woods, appuyé par les forces armées dont disposerait le Conseil de sécurité, constituerait virtuellement une dictature internationale.

M. BLACKMORE: Appuyé par la bombe atomique! Songez donc!

M. LOW: Grâce à un régime de contrôle centralisé de toutes les économies et de toutes les forces armées, les gouvernements des divers pays ne seraient plus que des marionnettes soumises à la toute-puissante domination d'un organisme mondial responsable à personne.

Je sais bien que certaines gens s'opposent à l'idée qu'une chose comme celle-là puisse arriver, alors que l'intention explicite de l'organisation mondiale projetée est toute différente. Qu'ils se rappellent que lorsque nous avons prédit que l'Allemagne nazie pourrait menacer un jour la paix du monde, ils ont fait fi de nos avertissements, même pendant plusieurs années après l'entrée en scène d'Hitler; et même après qu'Hitler eut publié ses plans, son *Mein Kampf*.

M. JAQUES: Et qui l'a dénoncé?

M. LOW: Et dans ces questions, qui mettent en jeu la vie humaine et la liberté humaine, nous devons examiner attentivement et impartialement les éléments de preuve. Je crois avoir montré que la Charte de San-Francisco ne résiste pas à un tel examen.

J'invite les honorables députés à examiner un autre aspect de la Charte. Que trouvons-nous à l'origine de la Charte? Qui a proposé le genre d'organisation qu'elle renferme? Ils constateront qu'elle n'est en grande partie que le prolongement des propositions de Dumbarton-Oaks. Le ministre de la Justice (M. St-Laurent) l'a bien fait comprendre l'autre soir, en présentant la résolution. L'honorable député de Rosetown-Biggar (M. Coldwell) a exprimé la même idée aujourd'hui. Mais que trouvons-nous à l'origine des propositions de Dumbarton-Oaks? Qui a pris l'initiative de convoquer cette réunion? Qui a préparé le projet qu'on y a adopté?

J'invite les honorables députés à examiner ces questions, car les circonstances dans lesquelles ont été prises les diverses initiatives tendant à l'établissement d'une organisation mondiale nous paraissent bien suspectes, si nous tenons compte des événements antérieurs.

Peu après le début des hostilités et pendant la période connue sous le nom de "drôle de guerre", une campagne intense a été poursuivie au Canada, en Grande-Bretagne, en Australie et aux Etats-Unis en vue d'obtenir des adhérents au mouvement socialiste et communiste qui voulait établir un gouvernement mondial centralisé, une sorte d'URSS mondiale.

M. BLACKMORE: "Union Now."

M. LOW: La Russie était alors alliée à l'Allemagne nazie. Le mouvement tendait à la formation d'une fédération mondiale des nations, en vertu de laquelle tous les pays céderaient à une autorité centrale une partie des éléments essentiels de leur souveraineté. L'autorité centrale aurait eu un droit de regard, par exemple, sur la finance, le commerce international et les forces armées.

L'idée d'une telle autorité centrale fut exprimée dans un livre portant le titre alléchant de *Peace in our Time*. L'auteur, James P. Warburg, était le fils de Paul Warburg, financier international d'origine allemande qui, avec Jacob Schiff, joua un rôle de premier plan dans la centralisation des puissances d'argent aux Etats-Unis et dans leur intégration avec les puissances d'argent hautement centralisées de l'Allemagne. Ce groupe particulier de banquiers internationaux se compose en grande partie de membres d'origine allemande, de descendants de la maison Rothschild de Francfort-sur-le-Main. Il est devenu